

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Charente"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 14 078 884 498 euros

Nombre d'aides : 6 779 566

Nombre d'entreprises : 1 942 142

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



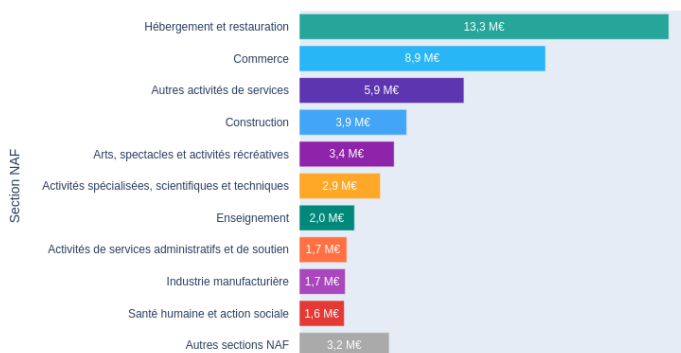
Montant total : 1 156 694 944 euros

Nombre d'aides : 580 126

Nombre d'entreprises : 180 610

## Niveau Départemental : Charente

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 48 630 575 euros

Nombre d'aides : 25 587

Nombre d'entreprises : 8 091



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 131 171 334 839 euros

Nombre de prêts : 645 291

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

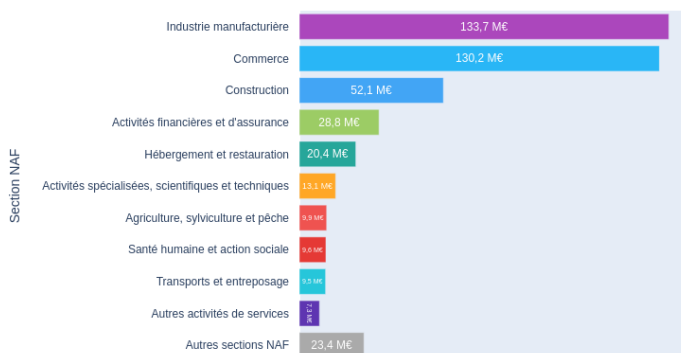


Montant total : 9 509 942 941 euros

Nombre de prêts : 64 381

## Niveau Départemental : Charente

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 437 853 568 euros

Nombre de prêts : 2 920



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 333 020 835 euros

Nombre de reports : 110 685

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

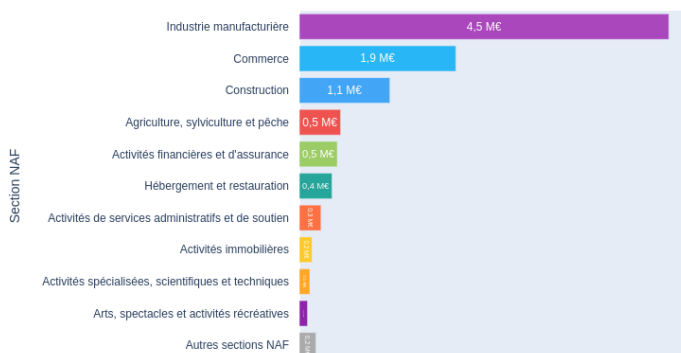


Montant total : 211 315 401 euros

Nombre de reports : 8 386

## Niveau Départemental : Charente

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 9 790 264 euros

Nombre de reports : 448



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 109 309 675 euros

Nombre d'aides : 134 140

## Niveau Départemental : Charente

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 6 027 359 euros

Nombre d'aides : 7 610



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 466 450

Nombre de salariés : 2 264 685

Heures demandées : 181 488 985

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine



Nombre de demandes : 39 935

Nombre de salariés : 173 405

Heures demandées : 13 624 480